



**PROGRAMME DE DOUBLAGE
ET SOUS-TITRAGE**
PRINCIPES DIRECTEURS
2013-2014

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....1

2.1 Introduction3

2.2 Nature de la participation financière.....3

2.3 Montant de la participation financière.....3

2.3.1 Participation du FMC3

2.3.1.TV Participation du FMC à la composante télévision.....3

2.3.1.MN Participation du FMC à la composante médias numériques4

2.3.2 Dépenses admissibles4

2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées.....4

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT.....5

3.1 Requirants admissibles5

3.2 Projets admissibles.....5

3.2.TV.1 Exigences fondamentales relatives à la composante télévision.....5

3.2.TV.2 Autres conditions et exigences liées à la composante télévision6

3.2.MN.1 Exigences fondamentales relatives à la composante médias numériques6

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignements et pour des raisons pratiques aux requérants (tels que définis dans la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables telles qu'elles ont été créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées dans l'annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées dans le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca. Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les projets qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter que ces Principes directeurs du FMC peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, l'on consultera le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca.

Présentation des documents

Le requérant doit s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation effectuée, pour terminer la révision de ses dossiers le cas échéant. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation d'un projet, le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le requérant.

Non-conformité aux Principes directeurs

Si un requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au requérant.

Fausse déclaration

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- le projet actuel du requérant peut devenir non admissible à un financement;
- les productions ultérieures du requérant peuvent être non admissibles à un financement;
- le requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance;
- le requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE DOUBLAGE ET SOUS TITRAGE

COMMENT LIRE LES PRÉSENTS PRINCIPES DIRECTEURS

Les projets du volet convergent peuvent comprendre une composante télévision et une ou plusieurs composantes médias numériques. L'admissibilité et les exigences techniques de ces deux composantes peuvent être très différentes. Dans les Principes directeurs qui suivent, les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante télévision sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .TV »; les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante médias numériques sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .MN ». Les sections portant sur les exigences globales relatives aux projets convergents (c'est-à-dire englobant les composantes télévision et, le cas échéant, médias numériques) sont identifiées par une numérotation exempte des symboles « .TV » ou « .MN ».

À moins d'avis contraire, le terme « télédiffuseur » tel qu'il figure dans les présents Principes directeurs englobe à la fois les télédiffuseurs traditionnels à heures fixes et les services de vidéo sur demande (VSD) titulaires d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet; le terme « télédiffusion » englobe à la fois les télédiffusions traditionnelles à heures fixes et les contenus offerts par l'intermédiaire d'un service de VSD titulaire d'une licence de diffusion du CRTC.

2.1 INTRODUCTION

Le Programme de doublage et sous-titrage, qui fait partie intégrante du volet convergent du FMC, cherche à étendre la portée de productions existantes auprès du public canadien au moyen du doublage et du sous-titrage. Par ailleurs, le doublage et le sous-titrage accroissent les revenus des producteurs canadiens grâce aux ventes nationales et internationales.

En vertu de ce programme, le FMC participera aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) sur la base du premier arrivé, premier servi, jusqu'à épuisement des fonds disponibles. Le FMC peut contribuer aux projets admissibles jusqu'à concurrence des montants de la contribution maximale spécifiques (voir la [section 2.3.1](#)) et d'autres restrictions précisées. Les montants de la contribution maximale sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3.2](#)).

2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

L'aide du FMC prendra la forme d'une contribution non remboursable.

2.3 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

2.3.1 Participation du FMC

Le FMC peut accorder à un projet admissible une contribution financière égale aux dépenses admissibles du projet, moins le montant des droits de diffusion du projet ou la ou les contributions financières provenant d'autres sources, jusqu'à concurrence des montants de la contribution maximale applicables.

2.3.1.TV Participation du FMC à la composante télévision

Pour la composante télévision, la contribution maximale est le moindre des deux montants suivants : 75 % des dépenses admissibles ou les montants applicables indiqués dans le tableau ci-dessous.

Dépenses et services de doublage et de sous-titrage pour la composante télévision

| Dramatique | Émission pour enfants et jeunes | Animation | Documentaire | Variétés et arts de la scène |
|-------------------|---------------------------------|-------------------|-------------------|------------------------------|
| 418 \$ par minute | 418 \$ par minute | 418 \$ par minute | 180 \$ par minute | 180 \$ par minute |

2.3.1.MN Participation du FMC à la composante médias numériques

Pour la composante médias numériques, la contribution maximale s'établit à 75 % des dépenses admissibles.

2.3.2 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis du projet ou le rapport final de coûts d'un projet, selon le cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées nécessaires par le FMC, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FMC. Le FMC évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se basant sur le devis de doublage ou de sous-titrage du projet.

Les dépenses admissibles dans le cadre de ce programme sont les frais et les services de doublage et de sous-titrage mis en œuvre au Canada par des sociétés privées compétentes faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens (selon le cas) qui ne sont pas compris dans le devis de la production dans la langue originale.

Les dépenses admissibles peuvent inclure les droits de distribution admissibles du requérant. Les droits de distribution pour les requérants qui sont des producteurs représentent 15 % des droits de diffusion admissibles de la composante télévision ou du contrat de vente à l'étranger. Les droits de distribution pour les requérants qui sont des distributeurs représentent 30 % des droits de diffusion admissibles de la composante télévision ou du contrat de vente à l'étranger. Consultez la section 3.2.1.TV pour de plus amples renseignements sur les droits de diffusion admissibles et les contrats de vente à l'étranger.

Dans certains cas, le FMC peut participer financièrement à des activités secondaires (modifications mineures au montage, adaptation de chansons, etc.) qui sont indirectement liées au doublage ou au sous-titrage d'un projet admissible, mais essentielles à sa production. Le FMC évaluera ces demandes au cas par cas.

Dans le cadre de ce programme, les dépenses admissibles ne comprennent pas les éléments relatifs à la production du projet. Ces éléments doivent être inclus dans le devis de production du projet dans la langue originale et sont entièrement à la charge du producteur.

Le devis de doublage ou de sous-titrage du requérant doit :

- a) définir les activités constituant une dépense admissible dans le cadre de ce programme, y compris l'ensemble des tâches allant de la phase de préproduction (réception du matériel à doubler ou à sous-titrer) à la présentation de la version requise (copie finale);
- b) préciser les coûts de chacune des tâches requises. Le devis peut également comprendre des frais administratifs raisonnables engagés par la société de doublage ou de sous-titrage, jusqu'à concurrence de 10 % du devis (le cumul pyramidal des frais n'est pas permis). En outre, le requérant peut inclure les frais de coordination du processus de doublage ou de sous-titrage, jusqu'à concurrence du moindre des deux montants suivants : 5 % du devis ou 5 000 \$.

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites dans l'annexe B du présent document.

2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- a) divulgué au FMC;
- b) conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FMC du 1^{er} avril 2012, plus particulièrement, mais sans s'y limiter, aux sections 3 et 4.

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

Pour être admissible au soutien financier du FMC, le requérant doit être :

- 1) une société :
 - a) à but lucratif, c'est-à-dire une société canadienne imposable selon les termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada,
 - b) sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*,
 - c) dont le siège social est situé au Canada;

ou

- 2) un télédiffuseur canadien, public ou privé, titulaire d'un permis d'exploitation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) à cet effet.

Lorsqu'il évalue l'admissibilité d'un requérant, le FMC peut tenir compte d'autres facteurs, dont les suivants :

- a) le requérant exerce ses activités au Canada;
- b) le requérant bénéficie d'une stabilité financière (exception faite des nouvelles sociétés de production ou de distribution sans société mère établie);
- c) la principale activité du requérant est la production interactive, télévisuelle ou cinématographique ou la distribution, ou le requérant est un télédiffuseur canadien.

Si le requérant est une entité de distribution, il doit détenir les droits de distribution du projet qui fait l'objet de la demande auprès du FMC.

Remarque : Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « requérant » englobe et décrit tout corequérant ou société mère, selon le cas.

3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Un projet admissible est une composante télévision et/ou médias numériques qui a bénéficié d'une aide financière du FCT ou du volet convergent du FMC, quelle que soit l'année. Le financement peut être octroyé à la composante télévision, à la composante médias numériques ou aux deux.

Le projet doit être mené à terme dans sa langue originale avant de pouvoir être admissible dans le cadre du Programme de doublage et sous-titrage. En règle générale, le FMC ne contribuera pas financièrement au doublage ou au sous-titrage d'une production pour laquelle il existe déjà une version similaire dans la même langue destinée à un usage commercial. Toutefois, dans certains cas, le FMC peut accepter de financer des modifications à ces versions si elles ont été doublées ou sous-titrées au Canada. Le FMC peut contribuer financièrement au doublage ou au sous-titrage d'une production existante dans la langue visée si ce doublage ou ce sous-titrage améliore sa pertinence à l'égard du marché canadien.

3.2.TV.1 Exigences fondamentales relatives à la composante télévision

La composante télévision doit être menée à terme dans sa langue originale pour être admissible au Programme de doublage et sous-titrage. Toutefois, dans le cas d'une série, un épisode de la série en question doit avoir été terminé dans sa langue originale avant que la série puisse faire l'objet d'une demande d'aide financière auprès du FMC dans le cadre de ce programme.

Les composantes télévision doivent être accompagnées *:

- a) d'une lettre d'un télédiffuseur en vertu de laquelle celui-ci s'engage à diffuser au Canada ou à l'étranger la production doublée ou sous-titrée, et ce, dans un délai de un an suivant sa livraison; la lettre doit préciser le montant des droits de diffusion, dont la valeur marchande doit paraître juste et acceptable au FMC, et représenter au minimum 25 % du devis de doublage ou de sous-titrage; ou
- b) d'un contrat de vente à l'étranger, dont la valeur marchande doit paraître juste et acceptable au FMC.

Si un ou plusieurs des participants au financement de la production exigent que le projet soit doublé ou sous-titré dans une deuxième langue, le coût de doublage ou de sous-titrage de l'émission de télévision doit être inclus dans le devis de la production dans la langue originale. Dans de tels cas, le projet n'est pas admissible à une aide au doublage et au sous-titrage.

** Remarque : À l'exception des émissions télévisées pilotes ou des épisodes uniques de séries ou de miniséries et aux fins de préprojection ou de mise en marché des émissions pilotes, séries ou miniséries en question.*

3.2.TV.2 Autres conditions et exigences liées à la composante télévision

Les projets admissibles sont également soumis aux autres conditions et exigences suivantes :

- a) disponibilité de la version doublée ou sous-titrée : lorsque le requérant ne possède pas les droits de distribution exclusifs de la production dans tous les marchés, il doit garantir que la production doublée ou sous-titrée avec l'aide du FMC sera mise à la disposition du producteur canadien ou de toute société de distribution ou de vente à l'étranger mandatée par le producteur canadien;
- b) distribution, partenariat et sous-distribution : toute entente d'affaires ou de sous-distribution portant sur la mise en marché de la version doublée ou sous-titrée dans les marchés et les médias canadiens ne doit être conclue qu'avec des sociétés canadiennes (selon la définition de la *Loi sur Investissement Canada*) ayant une expertise reconnue dans ces marchés; une copie de l'entente contractuelle doit être remise au FMC, et ses modalités doivent être jugées acceptables par le FMC;
- c) sociétés actives dans des marchés spécialisés : le FMC peut participer financièrement au doublage ou au sous-titrage de projets admissibles destinés à des marchés spécialisés (c.-à-d. autres que des salles de cinéma commerciales ou des diffusions commerciales sur des réseaux publics ou privés). Les sociétés qui présentent une demande d'aide au doublage ou au sous-titrage doivent avoir une expertise reconnue et un volume d'affaires suffisant dans ces marchés.

3.2.MN.1 Exigences fondamentales relatives à la composante médias numériques

Les composantes médias numériques doivent :

- a) être liées à une composante télévision qui satisfait aux exigences précisées aux paragraphes 3.2.TV.1 et 3.2.TV.2 ci-dessus;
 - b) être accompagnées d'un engagement d'un diffuseur ou d'une autre entité en vue de la rendre accessible au public d'une façon significative, parallèlement à la composante télévision.
-